



Octobre, 2013

## Sommaire

### SOCIETE

#### ► L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

(P.1-2)

### SCIENCES & TECHNIQUES

#### ► Smart Cities, Infrastructure, Information, and Communication Technologies for Energy, Transportation, Buildings, and Government: City and Supplier Profiles, Market Analysis, and Forecasts

(P. 2-3)

### ECONOMIE

#### ► Towards the circular economy: Opportunities for the consumer goods sector

(P.3- 4)

#### ► Trade and Environment Review: Wake up before it is too late: Make agriculture truly sustainable now for food security in a changing climate

### ENVIRONNEMENT

#### ► Climate Change 2013: The physical Science basis

#### ► Food Wastage Footprint: Impacts on Natural resources

(P. 4-5)

### POLITIQUE

#### ► Le monde arabe dans la mondialisation

(P.5-7)

#### Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques  
Avenue Azzaitoune, Hay Riad  
Rabat 10100, Maroc  
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83  
Fax : +212 (0) 537 71 37 99

### ◆◆◆◆◆ SOCIETE

#### ► L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde/ FAO, 2013

Source : <http://www.fao.org/docrep/018/i3458f/i3458f.pdf>

Tags : | Société | Sécurité alimentaire | faim chronique | Sous alimentation | Malnutrition | OMD |

Ce rapport présente les dernières tendances relatives à la question de l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Il décrit les différentes réalisations accomplies en matière de lutte contre la faim dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Plus de 842 millions de personnes dans le monde (12% de la population mondiale), soit près d'une personne sur huit, sont en proie à la faim chronique contre 868 millions enregistrées en 2010. Plus de 827 millions d'individus souffrant de la faim proviennent des pays en développement, où le taux de la prévalence de la sous-alimentation s'élève à 14,3% de la population.

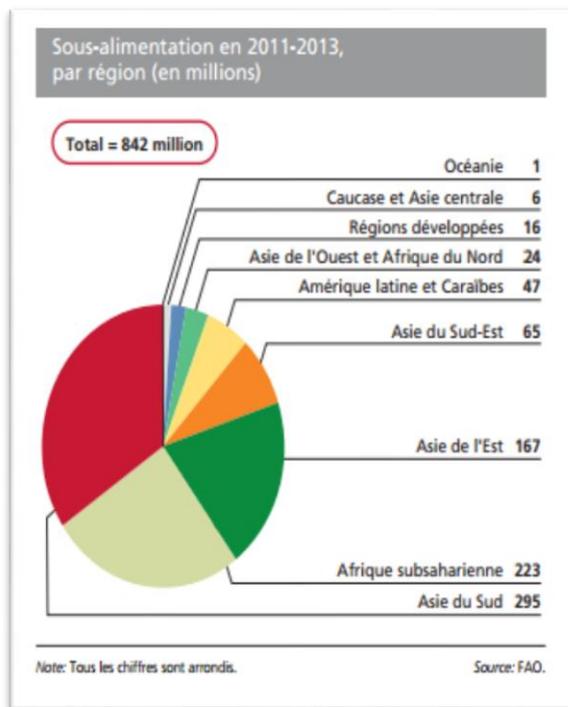
En dépit des efforts déployés par les pays en développement pour réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim, la cadence des progrès accomplis jusqu'à aujourd'hui semble insuffisante pour permettre la réalisation des OMD à l'horizon 2015.

Une baisse générale du nombre de personnes pâtissant de la sous-alimentation a été enregistrée lors des 20 dernières années. Une nouvelle configuration des populations sous-alimentées se profile à l'échelle planétaire, marquée par une progression régionale disproportionnée conjuguée à une intensification inégale de la croissance économique.

Le rapport met en relief les écarts importants qui persistent entre les régions du monde. Les populations sous-alimentées se trouvent principalement en Asie du Sud, l'Afrique subsaharienne et l'Asie de l'Est. L'Afrique demeure



la région où la prévalence de la sous-alimentation est la plus élevée, avec plus d'une personne sur cinq souffrant de la sous-alimentation. L'Asie de l'Ouest n'affiche aucun progrès remarquable, tandis que l'Asie du sud et l'Afrique du Nord connaissent un faible progrès en termes de sécurité alimentaire. Les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, ainsi que ceux d'Amérique latine, ont enregistré une baisse significative de la proportion des populations sous-alimentées.



Le rapport indique qu'il est possible de réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim même en situation de pauvreté généralisée grâce à des politiques publiques visant à accroître le taux de productivité agricole et les disponibilités alimentaires, ciblant les petits exploitants. Associées à des mesures de protection sociale en mesure de dynamiser les marchés en suscitant la création d'emplois, en vue de créer une croissance économique équitable.

Enfin, la FAO propose plusieurs recommandations pour lutter contre la faim dans le monde. Il s'agit entre autres de :

- consentir des efforts favorisant l'intégration de la sécurité alimentaire et la nutrition dans les politiques et les programmes publics.
- placer la sécurité alimentaire et l'agriculture au cœur des programmes de développement,
- mettre en œuvre des réformes visant à instaurer un climat favorable à l'investissement et une protection sociale soutenue.



## ◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► **Smart Cities, Infrastructure, Information, and Communication Technologies for Energy, Transportation, Buildings, and Government: City and Supplier Profiles, Market Analysis, and Forecasts/** Navigant research, 2013

Source :

<http://www.navigantresearch.com/research/smart-city-tracker-3q13>

Tags : | Techniques | Smart cities | Mégapoles | Ville intelligente | Urbanisation | Innovation | Prospective |

Ce présent rapport décrit les tendances majeures du développement des zones urbaines futures dans les secteurs de l'énergie, l'urbanisme, l'environnement, les transports et les politiques publiques.

La population mondiale pourrait croître de plus de 75 % entre 2010 et 2050, le rapport met en relief quelques infrastructures urbaines modernes qui sont en mesure de gérer plus efficacement les six milliards de citoyens, notamment par la mise en place de réseaux interactifs. Ces nouvelles infrastructures sont, selon le rapport, le socle de la « ville intelligente » (smart city) qui se caractérise par l'intégration des technologies dans une approche systémique centrée sur la gestion éclairée des ressources, le bien-être des citoyens et le développement économique.



La construction de la ville intelligente du futur requiert l'intervention et la coopération de nombreux acteurs : État et institutions gouvernementales, entreprises, collectivités locales et citoyens. Selon le rapport, plusieurs facteurs favoriseront le développement des villes intelligentes. Il cite tout d'abord, la démographie et l'urbanisation effrénée qui s'élèverait à 37 mégapoles dont 22 en Asie qui auraient chacune une population de plus de 10 millions d'habitants d'ici 2025.

Les impacts du changement climatique, d'ores et déjà tangibles, incitera également les États à prendre des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre issues des zones urbaines (70 % de la consommation mondiale d'énergie). Bâtir une cité, répondant aux besoins des citoyens qui seront de plus en plus exigeants en termes de services innovants plus modernes et plus efficaces, serait la priorité des gouvernements.

Le rapport cite plusieurs aspects à améliorer dans les villes d'aujourd'hui pour bâtir les villes intelligentes de demain. Les acteurs publics devront développer des systèmes de financement efficaces. De plus, les villes devront intégrer la composante Citoyens, qui se veut un élément fondamental du processus décisionnel. A titre d'illustration, le rapport cite les laboratoires d'innovation (living labs) lancés par la Commission européenne en 2006 et dans lesquels l'usager est placé au cœur du dispositif afin de contribuer par son imagination, son opinion et sa propre conception des services ou des outils innovants conformément aux attentes et aux besoins de la communauté des citoyens.

Enfin, le rapport rappelle que d'ici 2050, les énormes projets et avancées de smart cities apparaîtraient éventuellement en Asie, particulièrement en Chine, en Inde et au Brésil. Il est à noter que de nombreuses solutions innovantes ont apparu déjà aux États-Unis, mais le pays manque de vision stratégique structurée et globale quant à

l'intégration de ces innovations dans les villes. En Europe, de nombreuses villes ont réalisé des études sur la « ville intelligente », mais le financement des projets traîne surtout au stade du projet pilote.



## ◆◆◆ ECONOMIE

### ► Towards the circular economy: Opportunities for the consumer goods sector / Fondation Ellen McArthur, 2013

Source :

<http://www.ellenmacarthurfoundation.org/business/reports/ce2013#>

Tags : Economie | Economie linéaire | Economie circulaire | Recyclage | Environnement | Développement durable |

**C**e rapport fournit des réflexions sur un futur positif à travers une transition d'une économie linéaire vers une économie plus circulaire et prospère.

Le rapport indique que le modèle économique existant repose sur un schéma linéaire de consommation. Les matières premières sont, au début, extraites pour produire des biens qui sont, ensuite, destinés à être consommés et par la suite pour être jetés sous forme de déchets. De plus, ce modèle a permis de réaliser d'énormes progrès au profit des populations du monde, qui ont parvenu à bénéficier d'une certaine prospérité financière. Toutefois, ce développement souffre de certains éléments de blocage liés à la saturation des marchés, l'épuisement des ressources naturelles, aux externalités négatives, etc.

Le rapport rappelle que l'économie circulaire, par opposition à l'économie linéaire, a pour objectif de réduire la consommation et les pertes de matières premières durant le cycle de vie des produits. Le rapport étudie, précisément, des exemples de produits dans quatre secteurs fondamentaux et qui représentent à eux seuls 80 % du marché européen des biens de consommation. Il s'agit de : l'alimentation, les boissons, l'habillement et l'emballage. Le rapport souligne qu'un européen consomme, annuellement, environ 800 kg d'alimentation et de boissons, 20 kg de vêtements et chaussures et 120 kg



d'emballages. Cependant, seuls 20 % des déchets issus de ces consommations seraient exploités pour des fins de réemploi et de recyclage, alors que ce taux pourrait s'élever à 50 %.

Selon le rapport, l'économie circulaire propose un modèle de production totalement différent de son opposant. Elle intègre la dimension écologique à tous les plans, de la conception des produits, leur production, jusqu'à leur réutilisation et recyclage. Dans ce modèle d'économie, il est primordial que les sources d'énergie utilisées doivent être renouvelables et le recours aux produits chimiques devrait être, le plus possible, prohibé. Cependant, le maillon indispensable est d'atteindre l'objectif Zéro déchet. Le rapport rajoute que l'extension des principes de l'économie circulaire permettrait d'épargner, annuellement, environ 700 milliards de dollars américains de matières premières en Europe. Ce qui représenterait 1,1 % du PIB européen et 20 % du coût des matières premières essentielles à la production de ces biens à consommation rapide.

Enfin, le rapport souligne que la prise de conscience collective sur les atouts de l'économie circulaire permettrait de mettre en œuvre des politiques et des démarches de réduction des impacts du modèle de développement actuel sur l'environnement. De plus, l'objectif suprême de l'économie circulaire est de se doter d'un modèle positif de création de valeur tant au plan social, économique qu'environnemental.

**Trade and Environment Review: Wake up before it is too late: Make agriculture truly sustainable now for food security in a changing climate/**  
CNUCED, 2013

Source:

[http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditcted2012d3\\_en.pdf](http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditcted2012d3_en.pdf)

Tags : [Economie](#) | [Commerce](#) | [Environnement](#) | [Agriculture](#) | [Changement climatique](#) | [Sécurité alimentaire](#) |

**A** travers ce rapport sur le commerce et l'environnement, la CNUCED affirme que les exploitations agricoles devraient marquer une transition du modèle des

monocultures vers un modèle de multicultures, une réduction de l'usage des engrais précisément les intrants, un soutien au profit des petites structures agricoles ainsi qu'une orientation axée sur le local en matière de production et de consommation alimentaires.

Le rapport révèle que les monocultures et les méthodes agricoles industrielles ne favorisent pas l'accessibilité à la nourriture dans des régions précaires et par conséquent contribuent à des dégâts écologiques grandissants.

Le rapport identifie certains indicateurs entraînant une crise générale du modèle agricole actuel. Il présente entre autres :

- *les prix des produits alimentaires se sont amplifiés de 80% dans les deux dernières années par rapport au niveau moyen sur la période 2003-2008 ;*
- *la consommation mondiale d'engrais s'est multiplié par 8 au cours des 40 dernières années et la production mondiale de céréales a exclusivement doublé ;*
- *les taux de croissance de la productivité agricole ont récemment diminué, passant de 2 % à moins de 1% par an ;*
- *Contamination des sols et des eaux en azote et perte de biodiversité, ... ;*
- *foisonnement des achats de terres par des investisseurs étrangers éclipse le niveau de l'aide publique au développement, la première étant de 5 à 10 fois plus élevée que la seconde au cours des dernières années.*

Enfin, le rapport préconise un changement global de certains paradigmes. D'une part, l'agriculteur ne doit plus être considéré comme un producteur de denrées agricoles mais plutôt un gestionnaire d'un système agro-écologique, fournissant une panoplie de biens publics et de services. D'autre part, les Etats doivent prendre en considération la petite agriculture et mettre en œuvre des mesures visant la rémunération des biens publics qu'elle fournit.





## ENVIRONNEMENT

### ► **Climate Change 2013 : The physical Science basis/** GIEC, 2013

Source :

[http://www.climatechange2013.org/images/uploads/WGIAR5\\_WGI-12Doc2b\\_FinalDraft\\_All.pdf](http://www.climatechange2013.org/images/uploads/WGIAR5_WGI-12Doc2b_FinalDraft_All.pdf)

Tags : Environnement | Changement climatique | Réchauffement climatique | Température | Atmosphère | océans |

Cette étude, relative aux connaissances scientifiques, constitue la première partie du cinquième rapport du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC).

Cette étude, construite sur la base des précédents rapports et mobilisant plus de 209 auteurs et 600 contributeurs, révèle que les émissions anthropiques des émissions de gaz à effet de serre représentent, depuis la moitié du 20ème siècle, la principale force motrice (95% de certitude).

L'étude souligne également que les températures atmosphériques et océaniques affichent une tendance à la hausse de plus en plus remarquable depuis 1850. Les océans stockent désormais plus de 90% de l'énergie accumulée en 1971 à 2012.

Une réduction du couvert neigeux, des glaciers et des banquises est de plus en plus importante et ce notamment en Antarctique et Groenland.

S'agissant des niveaux de la mer, l'étude souligne une montée à un rythme accéléré que celui observé en moyenne lors des deux derniers millénaires. Les niveaux de mer sont passés de 26 à 82 cm, alors que les prévisions de 2007 tablaient sur une hausse de 18 à 59 cm.

Concernant les cycles biogéochimiques notamment du carbone et de l'azote couplés aux concentrations atmosphériques sont sans précédent depuis 800 000 ans engendrant une acidification océanique de plus en plus accrue.

L'étude émet plusieurs projections d'ici la fin de ce siècle. Il s'agit entre autres de :

- Une élévation de la température atmosphérique estimée entre 0,3 et 4,8°C affectant les circulations océaniques ;
- Diminution de plus en plus importante du volume de la cryosphère ;
- Montée des niveaux de la mer suite aux dilatations thermiques de l'eau et la fonte des glaciers ;
- Inertie du système climatique même si les émissions de CO2 s'arrêteraient dès à présent.

### ► **Food Wastage Footprint: Impacts on Natural resources/**FAO, 2013

Source :

<http://www.fao.org/docrep/018/i3347e/i3347e.pdf>

Tags : Environnement | Gaspillage alimentaire | Ecologie | Ressources hydriques |

Cette étude analyse les impacts écologiques du phénomène des pertes et du gaspillage alimentaires, ses effets et ses conséquences sur le climat, les utilisations des sols des ressources hydriques ainsi que sur la biodiversité.

L'étude précise que plus d'un tiers des denrées alimentaires produit à l'échelle mondiale, destiné à la consommation, est gaspillée chaque année. Un gaspillage estimé à 1,3 milliard de tonnes, soit un coût annuel d'environ 750 milliards de dollars. L'élimination des pertes et gaspillages alimentaires permettrait de nourrir plus de 2 milliards de personnes de la population mondiale.

L'étude rappelle que ces pertes représentent 250 km<sup>3</sup> d'eau et 3,3 gigatonnes en termes d'émission de gaz à effet de serre. L'analyse par l'empreinte carbone fait apparaître que le gaspillage au stade de la consommation a un impact plus élevé que ce qui est perdu dans les premières étapes de la chaîne alimentaire.

Des analyses croisées, par produits et par zones géographiques, montrent que les plus grands secteurs de gaspillage sont les céréales et la viande. D'ailleurs, l'impact des pertes de céréales en Asie est très significatif et engendre de ce fait des émissions polluantes de carbone et une consommation intensifiée



des ressources hydriques. Le secteur de la viande enregistre une empreinte carbone relativement élevée, en particulier dans les pays à forts revenus et en Amérique latine, qui, ensemble, représentent 80% de tous les gaspillages et pertes de viande. Ces facteurs nuisent à l'environnement et par conséquent fragilisent la biodiversité.

Réduire à néant les pertes et gaspillages alimentaires est l'un des défis du projet Faim Zéro lancé par l'ONU. De plus, la mise au point d'un protocole mondial peut servir à fournir des indicateurs clairs qui permettront de donner des orientations sur la manière de réduire les pertes et gaspillages alimentaires.

Enfin, pour lutter contre les pertes et gaspillages alimentaires, la FAO a mis en valeur l'importance de sensibiliser les consommateurs face à ce phénomène, du fait que le gaspillage alimentaire dans les pays riches est dû à l'insouciance des consommateurs tandis que dans les pays en de développement, le phénomène est surtout dû à de mauvaises techniques de récolte. Il est primordial, donc, de mettre en œuvre des actions de collaboration notamment par l'amélioration de l'efficacité et la cohésion des systèmes alimentaires.



## ◆◆◆ POLITIQUE

◆ **Le monde arabe dans la mondialisation/**  
CEPII, CERI, Sciences Po, 2013

Source:<http://www.synopia.fr/wp-content/uploads/2013/09/Rapport-Synopia-Europe1.pdf>

Tags : Politique | Monde arabe | Mondialisation | Populations arabes | Révoltes arabes | Printemps arabe |

**L**es révoltes des populations arabes, déclenchées depuis 2011, ont pris leur essor dans un contexte marqué par un ralentissement de l'économie mondiale. Trois années passées, cette région demeure en plein bouleversement.

Cette étude, publiée conjointement par le CEPII, le CERI et Sciences Po, propose une relecture des étapes décisives de l'histoire des pays arabes et s'interroge sur ce que serait le scénario, le plus favorable possible, pour un avenir meilleur des pays arabes comblant le déficit démocratique et celui des indicateurs économiques.

L'étude rappelle les trois grandes étapes qu'a connues le monde arabe moderne avant le déclenchement du processus de la transition démocratique.

La première étape a connu depuis le milieu des années 50 jusqu'aux années 80 la généralisation des indépendances. Des Etats forts ont été créés jouant un rôle central dans le développement économique et social, prenant appui sur des programmes de planification centralisée, privilégiant les politiques économiques de substitution aux importations et peu ouvertes sur l'extérieur.

La croissance économique rapide qu'a connue le monde arabe lors des années 70 donnant lieu à la multiplication des emplois, a permis d'améliorer les indicateurs de développement socio-économique sans pour autant empêcher l'ancrage de régimes autoritaires basés sur la répression. Cette région est restée en marge du mouvement de démocratisation qui se répondait dans les autres régions du monde suite à la chute du Mur de Berlin.

La troisième phase est caractérisée par un climat d'instabilité économique et des tensions sociales de plus en plus accrue déclenchée en 2011. Ces mouvements de contestations ont fait émerger trois axes de revendications. Les citoyens sont déterminés à s'exprimer en revendiquant plus de justice et d'équité, surtout parmi les populations jeunes, réclamant la lutte contre la pauvreté. De plus, une confrontation ouverte entre les approches conservatrices détenues par les partis religieux et les approches modernistes soutenus par les citoyens.

Selon l'étude, les révolutions de 2011 sont qualifiées de révolution 2.0 qui présupposent trois éléments phares : Les réseaux sociaux seraient en mesure de promouvoir la démocratie. En outre, internet



marquerait une rupture remarquable dans l'histoire des régimes autoritaires. Par ailleurs, l'étude souligne que les autres médias ne pourraient pas promouvoir la transition démocratique.

L'étude conclut qu'il est difficile, après trois ans de révoltes d'en saisir vraiment le sens et de tracer les contours des scénarios possibles. Seule certitude, le monde arabe qui se façonne serait plus diversifié et plus complexe que celui d'aujourd'hui.



# INDEX DES TAGS

---

## A

Agriculture ..... 4

---

## C

Chaînes de valeur mondiales ..... 4

Changement climatique ..... 4

Commerce ..... 4

Croissance économique ..... 4

---

## D

Développement durable ..... 3

Développement économique ..... 4

---

## E

Ecologie ..... 6

Economie ..... 3, 4

Economie circulaire ..... 3

Economie linéaire ..... 3

Environnement ..... 3, 4, 5, 6

---

## F

faim chronique ..... 1

---

## G

Gaspillage alimentaire ..... 6

---

## M

Malnutrition ..... 1

Monde arabe ..... 7

Mondialisation ..... 7

---

## N

NTIC ..... 2

Numérique ..... 2

---

## O

OMD ..... 1

---

## P

Politique ..... 7

Populations arabes ..... 7

Printemps arabe ..... 7

Prospective ..... 2

---

## R

Recyclage ..... 3

Ressources hydriques ..... 6

Révoltes arabe ..... 7

---

## S

Sécurité alimentaire ..... 1, 4

Société ..... 1

Sous alimentation ..... 1

Stress hydrique ..... 6

---

## T

Technologies ..... 3

